

Guy Snanoudj
Rédacteur en chef

LA FORMATION DES JEUNES : PEUT MIEUX FAIRE, DOIT MIEUX FAIRE

S'agissant de la formation des jeunes, la France a des atouts incontestables : une scolarisation massive, gratuite, obligatoire, dès deux ans souvent. De très bonnes écoles maternelles, permettant non seulement aux mamans de travailler et aux jeunes enfants d'être accueillis dans de bonnes conditions, mais surtout de favoriser le développement de ces derniers¹. Elle consacre à la formation des jeunes une part importante des dépenses publiques. Pour autant, nombre de rapports, articles et ouvrages soulignent l'écart entre les objectifs poursuivis et la réalité.

D'année en année, les classements internationaux en matière d'éducation affichent un recul de la France. Il est certes confortable de critiquer ces classements, certainement discutables. Mais quand les mêmes indicateurs montrent une dégradation continue, le moins que l'on doive faire est de s'interroger, voire de se remettre en question.

Ce numéro d'*Après-demain* aborde sous différents angles la question de la formation des jeunes, qui va au-delà du strict périmètre de l'administration de l'Éducation nationale.

Une approche historique et sociologique permet de comprendre les origines de la situation actuelle qui se caractérise par un creusement des inégalités fondées sur l'origine sociale qu'à peu près personne ne nie.

Les articles de Bruno Garnier, Bruno Poucet, Louis Maurin et Pierre Merle livrent des éléments de compréhension qui constituent une base de réflexion sur les solutions à débattre.

Ces éléments de débat ne doivent cependant pas occulter les efforts déployés pour offrir aux enfants et aux jeunes adultes les moyens de se doter d'atouts tant à titre personnel que professionnel. Florence Robine, directrice au ministère de l'Éducation nationale, expose les moyens mis en œuvre pour lutter contre les inégalités territoriales. Jean-Patrick Gille s'intéresse aux dispositifs de la deuxième chance qui illustrent le refus de la fatalité et de l'assignation sociale. Ces analyses globales sont complétées et illustrées par les « exemples à suivre » qui décrivent un travail de terrain ardu, courageux et méritoire. En permettant à des jeunes de se former au métier de cuisinier, Thierry Marx est en quelque sorte le colibri qui, face à un feu de forêt, fait sa part avec les gouttes d'eau qu'il projette sur

l'incendie. Toute la question étant de savoir quand ces efforts se convertiront en pratiques dominantes qui corrigeront la réalité actuelle de ségrégation sociale certes non voulue, mais réelle.

Autre débat récurrent dans notre pays, celui portant sur la finalité de l'éducation : acquisition d'un savoir dit théorique ou préparation à la vie professionnelle ? Les articles de Christiane Demontès, de la CCI de l'Aveyron, et d'Yves Chochard posent la question et apportent des éléments de réponse intéressants qui valent d'être approfondis.

L'adaptation des moyens aux attentes et besoins des élèves est aussi une question d'importance. En s'interrogeant sur le bien-fondé d'une administration centrale de l'Éducation nationale, Nicole Belloubet pose une question taboue mais salutaire.

La formation du citoyen est en filigrane dans la plupart des articles. Elle est abordée de front par la CNCDDH qui souligne à bon escient le rôle de l'école dans la lutte contre le racisme et les discriminations.

S'agissant de l'avenir des « jeunes », et donc de notre pays, la question de la formation est centrale. Elle interpelle le modèle républicain qui est ignoré, voire dénoncé par une frange de plus en plus importante et de plus en plus jeune de la population parce qu'il ne se traduit par aucune réalité pour elle, voire qu'il est perçu comme un rempart dressé par la partie favorisée de la société.

Plutôt que de s'en tenir à la seule critique des politiques publiques en la matière, chacun doit s'interroger sur son rôle. Être favorable à la résorption des inégalités tout en veillant à ce que ses propres enfants aillent dans les établissements d'enseignement les plus cotés et les plus socialement homogènes est au moins aussi responsable de la situation actuelle que les décisions du gouvernement, quel qu'il soit². Une approche moralisatrice de cet état de fait serait de peu d'utilité. Ce numéro a pour ambition de donner au lecteur, au citoyen, les moyens de s'informer et de s'interroger, en vue, peut-être, souhaitons-le, d'un grand débat national sur la formation des jeunes, toutes institutions comprises.

1. Voir article sur l'ouvrage de Céline Alvarez p. 59.

2. Patrick Savidan : *Voulons-nous vraiment l'égalité ?*